



CHILLY-MAZARIN

Accusé de réception en préfecture  
091-219101615-20220328-D222803-23-bis-DE  
Date de télétransmission : 31/03/2022  
Date de réception préfecture : 31/03/2022

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU LUNDI 28 MARS 2022**

Nombre de membres

en exercice : 35

Présents : 23

Représentés : 11

Absent : 1

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit mars à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

**PRÉSENTS :** MME REZGUI, MAIRE, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MME GREMION, M. JANUS, MMES RICCIARELLI, LE PALUD ; ADJOINTS ; MM. SERRES, HAMONIC, MMES BOUGE, MICHON, M. SOUSA, MME YENKETRAMDOO, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, FERYN, MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MMES LEANZA, BERNIER, FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

**REPRÉSENTÉS :**

M. DELIANCOURT.....	POUVOIR A M. PROPONET
MME NAOUM-GHAZIEFF.....	POUVOIR A M. LACAMBRE
MME MORIEZ .....	POUVOIR A MME YENKETRAMDOO
M. POLICE .....	POUVOIR A MME GREMION
M. BOUKOUNA .....	POUVOIR A MME GY
M. DEBBI .....	POUVOIR A MME RICCIARELLI
MME HADJIAT.....	POUVOIR A M. JANUS
MME TERRINE .....	POUVOIR A M. CRUSE
MME CINOSI GIRARD .....	POUVOIR A M. BOUCHE
MME LACARRIERE-FARGES .....	POUVOIR A MME BERNIER
M. RODRIGUES .....	POUVOIR A MME LEANZA

**ABSENT :** M. LEBAS

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Dany LOYAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**D222803-23**

Plan d'aide à la relance de la construction durable.

**OBJET : PLAN D'AIDE A LA RELANCE DE LA CONSTRUCTION DURABLE.****RAPPORTEUR : DOMINIQUE LACAMBRE****NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE**

Un dispositif de contractualisation est proposé par l'Etat à la Communauté d'Agglomération Paris-Saclay et aux communes à travers le plan d'Aide à la Relance de la Construction Durable. Ce dispositif prévoit dans le cadre d'un engagement de production d'autorisations d'urbanisme de bénéficier d'aides financières par logement, éligible sous conditions, aux communes délivrant des autorisations d'urbanisme entre le 1<sup>er</sup> septembre 2021 et le 31 août 2022.

Dans le cadre du plan « France relance », et pour répondre au besoin de logements des Français, l'Etat souhaite relancer la construction durable de logements, en mettant en place un accompagnement financier à travers le dispositif d'Aide à la Relance de la Construction Durable (ARCD) 2021-2022. Le Gouvernement souhaite faire évoluer le dispositif d'aide vers un dispositif de contractualisation recentré sur les territoires tendus afin de soutenir davantage les territoires où les besoins en logement sont accrus et où la dynamique de relance est à renforcer, en ciblant des projets de construction économes en foncier.

La Communauté d'Agglomération Paris-Saclay a été informée par courrier du préfet de l'évolution du dispositif ARCD, le 30 novembre 2021. Ainsi, le lancement du dispositif a été communiqué à l'ensemble des communes de l'agglomération le 8 décembre 2021, afin de recueillir la volonté des communes de contractualiser dans le cadre du dispositif.

Les signataires du contrat de relance sont l'Etat, l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) et les communes volontaires. Pour intégrer le contrat les communes doivent répondre aux critères suivants :

- La commune doit être en zone immobilière tendue A, Abis et B1 (la loi Pinel),
- Respecter les orientations du Programme Local de l'Habitat (PLH),
- Atteindre l'objectif triennal de rattrapage concernant les communes déficitaires en logement social et soumises à l'article 55 de la loi SRU,
- Les communes carencées au titre de la loi SRU ne peuvent pas bénéficier de l'aide prévue par ce dispositif.

L'aide financière est établie au vu des autorisations d'urbanisme délivrées sur la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 2021 au 31 août 2022, elle est octroyée pour chaque logement dans le respect des critères d'éligibilité suivant :

- Opérations d'au moins 2 logements, d'une densité minimale de 0,8,
- L'atteinte totale des objectifs de délivrance des autorisations d'urbanisme et les objectifs annuels de production de logements sociaux identifiés au niveau communal.

La contractualisation suppose un engagement de la part de la commune à atteindre l'objectif de production fixés (nombre d'autorisations d'urbanisme à délivrées) et les objectifs de production de logements sociaux, dans le cas contraire, l'aide ne sera pas versée. Néanmoins, les logements issus de permis de construire créant moins de 2 logements et les opérations dont la densité est inférieure à 0,8, ne donnent pas droit à une aide, mais peuvent participer à l'atteinte des objectifs annuel fixés par le PLH. Par ailleurs, si l'objectif est dépassé, l'aide octroyée peut être bonifiée dans une limite de 10%.

Dans ces conditions, chaque logement pourra bénéficier d'une aide de 1 500 €. Les logements provenant de la transformation de surfaces de bureau ou d'activités en surfaces d'habitation font l'objet d'une subvention complémentaire de 500 € par logement.

L'Etat a défini un calendrier et des modalités de mise en œuvre du dispositif en mettant fin à la campagne de contractualisation le 31 mars 2022.

Il est demandé aux membres du Conseil municipal d'approuver et d'autoriser la Maire à signer la convention tripartite de contractualisation avec l'Etat et la Communauté d'Agglomération Paris-Saclay dans le cadre du dispositif d'Aide à la Relance de la Construction Durable (ARCD) 2021-2022.

**Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5216-1,

**VU** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 302-9-1, L. 303-2 et D. 304-1,

**VU** la loi SRU n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, notamment l'article 55,

**VU** le décret n° 2021-1070 du 11 août 2021 fixant les modalités d'octroi de l'aide à la relance de la construction durable, et son arrêté d'application du 12 août 2021, fixant la répartition des communes par catégorie urbaine,

**VU** l'arrêté interministériel du 25 octobre 2021, fixant les montants d'aide des communes bénéficiaires,

**VU** la délibération n° 2019-499 du Conseil communautaire en date du 18 décembre 2019, adoptant le Programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024,

**VU** la délibération n° 2021-315 du Conseil communautaire en date du 24 novembre 2021, adoptant le bilan annuel du PLH 2019-2021,

**VU** le contrat type de relance du logement, précisant l'ensemble des modalités de contractualisation,

**CONSIDERANT** le plan France Relance 2020-2022, pour relancer l'économie française à la suite de la crise économique liée à la pandémie de Covid-19,

**CONSIDERANT** l'avis du Bureau Communautaire du 9 février 2022,

**CONSIDERANT** l'avis de la commission des Finances du 22 mars 2022,

### **D É L I B È R E**

**ARTICLE 1 : APPROUVE** le contrat type de relance du logement, précisant l'ensemble des modalités de contractualisation, dans le cadre du dispositif d'Aide à la Relance de la Construction Durable 2021-2022, avec l'Etat et la Communauté d'Agglomération Paris-Saclay.

**ARTICLE 2 : AUTORISE** la Maire à signer le contrat et tous les documents y afférents.

**ARTICLE 3 : DONNE** mandat au Président de la CPS pour adapter le tableau annexe suite aux ajustements éventuels portés par les communes avant le délai de contractualisation le 31 mars 2022.

**Résultat du vote : UNANIMITE**

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.**

**Suivent les signatures.**

**Extrait certifié conforme.**

**Chilly-Mazarin, le 28 mars 2022**

**La Maire,**

**Rafika REZGUI**

